

La suppression du financement de l'UNRWA est un autre acte de génocide odieux

vendredi 2 février 2024, par [Jewish Voice for Peace](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2024).

La pression internationale, populaire et juridique, continue de s'intensifier pour qu'Israël mette fin au génocide des Palestinien·nes. Mais les gouvernements israélien et américain cherchent à détourner l'attention de l'exigence de responsabilité et continuent de massacrer les Palestinien·nes par tous les moyens nécessaires.

Sommaire

- [Les accusations douteuses \(...\)](#)
- [Le châtimeur collectif des \(...\)](#)

Vendredi, la Cour internationale de justice a estimé que l'Afrique du Sud avait présenté des arguments plausibles pour démontrer qu'Israël commettait un génocide contre les Palestiniens·ne. Elle a exigé du gouvernement israélien qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour éviter les actes de génocide et qu'il permette l'entrée immédiate de l'aide humanitaire à Gaza.

Quelques heures plus tard, l'administration Biden a annoncé qu'elle réduisait le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). L'Allemagne, le Canada, le Royaume-Uni et plus d'une douzaine d'autres pays occidentaux ont rapidement emboîté le pas.

L'UNRWA détient l'intégralité du mandat des Nations unies en matière d'aide aux réfugiés palestiniens et est actuellement le principal fournisseur d'aide humanitaire à Gaza. La position de l'agence est d'autant plus cruciale que le siège actuel de Gaza par Israël empêche de nombreuses autres agences d'aide de franchir la frontière.

Plus de 700 000 personnes à Gaza sont actuellement confrontées à des maladies mortelles, qui peuvent être traitées grâce à l'aide médicale. Les 2,3 millions d'habitants·es de Gaza, dont plus de la moitié sont des enfants, risquent de mourir de faim. Ces menaces se répercutent en cascade : par exemple, l'absence d'eau potable et d'aide médicale entraînera des niveaux critiques de décès évitables dus à la diarrhée et aux maladies d'origine hydrique.

En conséquence, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que davantage de Palestinien·nes pourraient mourir de faim et de maladie que celles et ceux qui ont été tué·es par la guerre jusqu'à présent, marquant ainsi une nouvelle étape du génocide israélien, mené avec le soutien des États-Unis et des nations occidentales.



Les accusations douteuses contre l'UNRWA

En procédant à ces coupes soudaines, les États-Unis et plus d'une douzaine d'autres pays occidentaux ont cité les allégations de l'armée israélienne selon lesquelles 13 employés de l'UNRWA auraient participé aux attaques du Hamas du octobre. Ces allégations ont été rendues publiques vendredi, alors que les médias devaient couvrir deux affaires judiciaires distinctes accusant Israël de génocide et les États-Unis de complicité. Les accusations portées contre l'UNRWA posent plusieurs problèmes.

1. Le gouvernement israélien cherche à saper l'UNRWA depuis des décennies, l'accusant récemment de « perpétuer le problème des réfugiés » - en d'autres termes, de maintenir les Palestinien·nes en vie.
2. L'État israélien a une longue tradition d'allégations mensongères pour détourner l'attention des médias des crimes qu'il commet à l'encontre des Palestinien·nes.
3. Aucune des preuves retenues contre les 13 employés de l'UNRWA n'a été rendue publique. L'armée israélienne a déjà modifié son récit sur la façon dont elle a obtenu ses preuves pour les allégations les plus récentes contre les 13 employés. Et CNN a rapporté que les allégations sont jusqu'à présent sans fondement.
4. Les accusations portées contre 13 employés de l'UNRWA, soit 0,0004% de l'effectif total de l'organisation, ne constituent pas une mise en accusation de l'ensemble de l'organisation au point d'entraîner une réduction immédiate de son financement. En revanche, au moins 153 employé·es de l'UNRWA ont été tué·es à Gaza par l'armée israélienne au cours des derniers mois - un crime de guerre auquel le gouvernement américain n'a pas encore réagi.
5. L'administration Biden refuse même de poser des conditions sur les milliards de dollars d'armes et d'aide à l'État et à l'armée israéliens, malgré des montagnes de preuves devant les tribunaux internationaux qu'Israël commet un génocide.

Le châtimeut collectif des Palestinien·nes est un crime de guerre

L'UNRWA ne dispose pas de réserves financières. Il souffre d'un sous-financement chronique depuis des années et est soumis à d'énormes pressions depuis que les bombardements israéliens ont déplacé la quasi-totalité de la population de Gaza. Si les États-Unis et d'autres pays refusent de rétablir leur financement, le budget de l'UNRWA pourrait être épuisé dès le mois prochain, ce qui exposerait des millions de Palestinien·nes à un grave danger de mort dû à la maladie et à la famine.

La suppression de cette aide vitale équivaut à une punition collective à l'encontre des Palestiniens·ne, ce qui constitue un crime de guerre. Elle souligne également l'hypocrisie de l'administration Biden. Depuis le mois d'octobre, elle se dit préoccupée par la situation humanitaire

à Gaza, tout en continuant à financer la campagne militaire israélienne qui est à l'origine de ces conditions de dévastation.

À l'heure actuelle, l'UNRWA est le principal obstacle à la famine et aux maladies mortelles pour plus d'un million de personnes. La suppression de son financement par les États-Unis est exactement ce à quoi ressemble la complicité dans un génocide.

Jewish Voice for Peace

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. 2 février 2024 :

<https://entrelignesentrelesmots.wordpress.com/2024/02/02/arretez-la-famine-a-gaza-et-autres-textes/>

Source : The Wire. 31 janvier 2024 :

<http://www.jewishvoiceforpeace.org/2024/01/31/defunding-unrwa-is-genocide/>

Pour les liens intégrés, voir la version anglaise originale (elle aussi disponible sur ESSF).

- Traduit avec DeepL.com (version gratuite).